GAËL GIRAUD & FELWINE SARR

L'Économie à venir

PRÉFACE D'ALAIN SUPIOT





LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

institut d'études avancées de nantes
fondation reconnue d'utilité publique

Gaël Giraud et Felwine Sarr

L'ÉCONOMIE À VENIR

Préface d'Alain Supiot

Éditions Les Liens qui Libèrent

Photographies de couverture : © Clément Tissot / © Antoine Tempé
ISBN : 979-10-209-0990-9
© Les Liens qui Libèrent, 2021

Préface

par Alain Supiot

On peut avoir remarqué, dans les disputes et les conversations, ce qui arrive aux gens dont l'esprit est dur et difficile : comme ils ne combattent pas pour s'aider les uns les autres, mais pour se jeter à terre, ils s'éloignent de la vérité, non pas à proportion de la grandeur ou de la petitesse de leur esprit, mais de la bizarrerie ou de l'inflexibilité plus ou moins grande de leur caractère. Le contraire arrive à ceux à qui la nature ou l'éducation a donné de la douceur : comme leurs disputes sont des secours mutuels, qu'ils concourent au même objet, qu'ils ne pensent différemment que pour parvenir à penser de même, ils trouvent leur vérité à proportion de leurs lumières : c'est la récompense d'un bon naturel.

Montesquieu,
Défense de l'Esprit des Lois

Comme celui des marins ou des charpentiers, le travail des chercheurs a ses produits, qui marquent l'achèvement d'une tâche déterminée et leur contribution à l'utilité commune. Certains de ces produits sont des prestations orales, tels que les cours ou les conférences ; d'autres sont des écrits qui s'incorporent à des biens matériels sous forme de livres ou d'articles. La frontière entre ces deux catégories s'estompe du reste de nos jours avec le recours grandissant aux enregistrements des communications orales. Mais dans tous les cas, il s'agit de produits *finis*, dont les difficultés de réalisation peuvent être ignorées de leurs destinataires, de même que les tempêtes traversées par les marins ou les chutes auxquelles s'exposent les charpentiers.

Cette ignorance est particulièrement répandue dans les milieux dirigeants de notre pays, formés pour la plupart, non à l'université, mais dans de grandes écoles où ils ont appris à apporter des réponses plutôt qu'à se poser des questions. Faute d'avoir été formés à et par la recherche, ils n'ont aucune expérience des conditions d'éclosion de connaissances nouvelles. Aussi n'ont-ils pas hésité à étendre aux institutions scientifiques les recettes du *New Public Management*, c'est-à-dire à les soumettre

aux méthodes de direction par objectifs et d'évaluation par indicateurs en vogue dans les entreprises privées. Les savants, qui avaient échappé à la taylorisation de leur travail lors de la seconde révolution industrielle, sont ainsi devenus des cibles privilégiées de la gouvernance par les nombres.

L'organisation de leur travail est conçue sur le modèle d'un distributeur de boissons, où le financeur pourrait obtenir le *deliverable* de son choix après y avoir introduit un *credit* et appuyé sur un bouton nommé *programme*. L'efficacité de la machine se mesure au montant des crédits qu'elle génère (*fund raising*) et à la quantité des *deliverables* écoulés sur le « marché » des produits de la recherche. Le mode d'emploi de la machine n'existe que dans une seule langue – l'anglais. Un projet de recherche sur l'histoire, la littérature ou le droit allemand, français ou japonais doit être rédigé en anglais, faisant ainsi comprendre à son auteur qu'il pourra être jugé par des « pairs » incapables de lire une ligne d'allemand, français ou japonais et prendre connaissance de ses publications antérieures dans ces différentes langues. Le programme de la machine est conçu pour obtenir des produits qui répondent à la demande exprimée par des

« appels d'offre », c'est-à-dire à des questions passées (et parfois dépassées). Aucune commande de la machine n'est prévue pour obtenir des réponses imprévues à des questions inédites. Par nature improgrammables, ces recherches sont pourtant celles qui contribuent le plus sûrement au progrès des connaissances et préparent le mieux aux évènements imprévus dont l'histoire est tissée.

Le travail de recherche se trouve ainsi soumis à l'équivalent de ce qu'ont été les politiques d'industrialisation de l'agriculture dans l'après-guerre : monoculture (hyperspécialisation), *open field* (arasement de la diversité des écosystèmes), évaluation par des indicateurs du type du rendement à l'hectare (*fund raising, bibliometrics*) qui conduisent à la stérilisation des sols et à la production de fruits de plus en plus insipides[1]. Le naufrage français dans la course aux vaccins contre la pandémie de Covid-19 illustre les impasses de cette politique. La France n'a pas toutefois le monopole de ces errements managériaux. Aux États-Unis, les mathématiciens Stuart et David Geman ont dressé un bilan alarmant

1. Cf. Giuseppe Longo. *Science, Problem Solving and Bibliometrics.* Academia European Conference on *Use and Abuse of Bibliometrics*, Stockholm, May 2013, hal-01380191.

des effets désastreux de cette gouvernance de la recherche par les nombres : les vraies découvertes scientifiques se raréfient et les progrès techniques les plus récents mettent pour la plupart en œuvre des percées conceptuelles intervenues dans la période historique précédente[1].

Nous ne manquons pourtant pas d'excellents travaux d'histoire et de sociologie des sciences pour saisir, en amont de la livraison des « produits de la recherche », les conditions très particulières qui président à leur conception et leur gestation. Dans un livre aussi érudit que passionnant, Françoise Waquet a ainsi mis en lumière le rôle crucial que l'oralité continue de jouer dans le monde savant, depuis l'invention de l'imprimerie jusqu'à nos jours[2]. Ce rôle, dont on sait l'importance décisive dans la philosophie grecque ou africaine[3], est

1. Do*nald Geman and Stuart Geman, Science in the age of selfies*, PNAS (Proceedings of the National Academy of Sciences of the USA), August 23, 2016 113 (34) 9384-9387

2. Françoise Waquet, *Parler comme un livre : L'Oralité et le Savoir (XVI^e^-XX^e^ siècle)*, Paris, éd. Albin Michel, 2003.

3. Sur la fécondité de ce rapprochement, voir les travaux conduits par Marcel Détienne sur les « assemblées de paroles » : *Comparer l'incomparable*, Paris, éd. Seuil, 2000 ; *Qui veut prendre la parole ?*, Paris, éd. Seuil, 2003.

aujourd'hui méconnu, car ce sont les écrits publiés par les chercheurs dans des revues à comité de lecture qui président à leur évaluation (*publish or perish*). L'oralité serait la marque d'un stade primitif de la curiosité et de la connaissance humaine : tolérable lorsqu'elle est programmée pour déboucher sur des publications, mais vite assimilée à du bavardage improductif dans le cas contraire. En même temps qu'elle pousse à la publication et à la course aux financements, la gestion managériale du travail de recherche n'accorde aucune place à ce qu'on nomme aujourd'hui la « sérendipité », à ce libre échange des idées, d'où jaillissent des idées nouvelles. Les universitaires se réunissent encore — en personne ou en ligne — pour se disputer les cours, les crédits ou les recrutements, ou bien pour tenir des colloques ou des séminaires selon un programme prédéterminé. Mais leurs occasions de divaguer de concert sur les idées qu'ils ont en tête se limitent souvent aux rencontres devant les machines à café tantôt évoquées. Dans le régime déterministe et productiviste qui gouverne aujourd'hui les institutions scientifiques, des conversations de ce genre sont considérées comme du temps perdu, qui distrait fâcheusement les têtes chercheuses de l'accomplissement des programmes

qui leur sont assignés. Ces discussions informelles sont à la vie scientifique l'équivalent de l'ADN non codant, où ce même esprit déterministe a vu pendant longtemps un « ADN poubelle », dont on pouvait négliger l'existence, alors même qu'il représente 98 % du génome humain ! Elles sont le creuset où germe l'inédit et l'inattendu, creuset d'autant plus fécond qu'il implique des savants de disciplines et d'horizons différents, animés par la seule curiosité intellectuelle.

L'un des premiers à avoir compris l'apparent paradoxe qui fait naître les découvertes les plus utiles d'un travail animé par la seule curiosité et sans souci d'utilité, fut Abraham Flexner, le fondateur en 1930 de l'Institut d'étude avancée de Princeton. Flexner a exposé sa philosophie de la recherche dans un essai au titre explicite : « De l'utilité des savoirs inutiles »[1]. La réussite éclatante de celui de Princeton a inspiré aux États-Unis et en Europe la création d'autres instituts d'étude avancée. À rebours de la « programmation de la recherche », ils donnent à des chercheurs reconnus

1. Abraham Flexner, *The Usefulness of Useless Knowledge* (1939), with an Essay by Robbert Dijkgraaf, Princeton University Press, 2017.

les moyens de mener à bien un projet qui leur est propre, au sein d'une communauté de travail où ils se trouvent confrontés à d'autres façons de penser que les leurs. Jouissant d'une large autonomie, ces instituts sont des lieux de pollinisation des savoirs et des pépinières de réseaux internationaux entre des chercheurs d'horizons différents qui peuvent y tisser des liens personnels durables.

L'organisation centralisée de la recherche française n'est pas favorable à ce modèle. C'est à l'initiative privée de Léon Motchane, industriel d'origine russe passionné de mathématiques et de physique théorique, que l'on doit la fondation en 1958, avec le soutien de Robert Oppenheimer, de l'Institut des Hautes Études Scientifique de Bures-sur-Yvette, devenu l'un des plus hauts lieux de la recherche dans ces disciplines. En 1999, le Conseil national du développement des sciences humaines et sociales préconisa de créer à cette fin un Institut de ce type[1]. La première initiative en ce sens fut prise à Nantes, bientôt suivie par d'autres projets à Paris, Lyon et

1. Cf. Conseil national du développement des sciences humaines et sociales, *Pour une politique des sciences de l'homme et de la société,* Paris, éd. PUF, coll. « Quadrige », 2001.

Marseille. L'État finança en 2007 le lancement à titre expérimental de ces quatre instituts, avec la promesse de soutenir durablement celui ou ceux qui auraient fait leurs preuves au bout de 10 ans. Nul doute que celui de Nantes ait tenu ses promesses, si l'on en juge à la reconnaissance qu'il a rapidement acquise parmi les instituts d'études avancées les plus renommés dans le monde. L'État en revanche n'a pas tenu les siennes à ce jour, ce qui fait peser de lourdes incertitudes sur sa survie à court terme.

Son rayonnement doit beaucoup aux choix de politique scientifique qui ont présidé à sa création et dont il faut dire quelques mots pour saisir le contexte de la conversation entre Gaël Giraud et Felwine Sarr. Nantes, qui n'eut jamais d'autre arrière-pays que l'Atlantique[1], venait de faire l'anamnèse de son passé négrier lorsque sous l'impulsion de son maire, Jean-Marc Ayrault, furent posés en 2003 les premiers jalons de la création d'un Institut d'études avancées, destiné à promouvoir une ouverture au monde qui soit conçue pour le meilleur et non plus pour le pire. Cette dernière décennie a confirmé l'urgence et le bien-fondé d'une telle ambition. Comme jamais dans l'histoire, les États et les entreprises se

1. Cf. Julien Gracq, *La forme d'une ville,* Paris, J. Corti, 1965.

trouvent aujourd'hui confrontés à la diversité et à la complexité des civilisations. Ceci est vrai aussi bien à l'échelle nationale (où le « creuset français » fait face au défi de nouvelles formes de migration des hommes et des idées), qu'à l'échelle européenne (où réapparaissent les vieilles fractures religieuses, juridiques et culturelles entre Occident et Orient, pays nordiques et pays latins, pays continentaux et britanniques, etc.), ou à l'échelle internationale, avec la montée en puissance des pays émergents mais de vieille culture, comme la Chine ou l'Inde, sans parler des guerres multiples qui déchirent des pays de civilisation musulmane dont on méconnaît à tort l'extrême diversité des histoires et des cultures. On ne pourra conjurer les forces centrifuges ainsi entrainées par la *globalisation*, dernier avatar du messianisme occidental, sans se donner les moyens de penser les conditions d'une véritable *mondialisation*, qui tienne compte à la fois de la diversité et de l'interdépendance objective de tous les pays du monde face aux défis écologiques, sanitaires, technologiques ou sociaux[1]. Dans cette perspective de mondialisation, la diversité des langues

1. Cf. sur cette distinction les travaux réunis in A. Supiot (dir.) *Mondialisation ou globalisation ? Les leçons de Simone Weil,* Paris, éd. du Collège de France, 2019.

et des cultures n'est pas un obstacle à l'unification du monde face à ces défis, mais bien au contraire une ressource anthropologique essentielle, dont le bon usage suppose de ne céder ni à l'illusion de leur fusion dans un monde global, ni à celle des repliements identitaires.

Ainsi distinguée de la globalisation, la mondialisation suppose que les pays dits développés cessent de voir dans les pays appartenant au « reste » du monde des terrains d'observation ou des élèves. Les sciences sociales participent de la globalisation lorsque singeant les sciences exactes, elles prêtent une portée universelle et intemporelle à leurs catégories de pensée, sans prendre conscience de l'enracinement de la plupart de leurs concepts dans l'histoire et la culture occidentale. Cet universalisme en surplomb ne répond plus aux temps présents, marqués notamment par l'impasse écologique où le modèle de développement promu par les vieux pays industriels a entrainé le monde entier. Pour échapper à ce dogmatisme issu des sciences sociales, l'Institut de Nantes promeut un universalisme transversal, en plongeant les savants de tous les continents venus y passer une année académique dans un bouillon de cultures, où les projets

et les façons de pensée de chacun sont exposés à ce que Montesquieu aurait nommé le « regard persan » de tous les autres.

L'objectif poursuivi à Nantes n'est donc pas « d'aider » les savants du Sud à se mettre à l'école des sciences sociales enseignées dans les pays du Nord, mais de faire participer les uns et les autres à un retour critique sur la dimension normative inhérente aux concepts sur lesquelles reposent ces sciences[1]. Voir par exemple dans la « nature » un « environnement » dont l'homme serait « maître et possesseur » est une fiction véhiculée par un concept de propriété issu du droit romain. Fiction dont la crise écologique nous fait aujourd'hui découvrir les limites et les dangers. Seule la confrontation avec d'autres façons de penser notre rapport à la Terre peut nous permettre de prendre conscience de cette fiction et de forger les concepts qu'appelle l'âge de l'Anthropocène[2]. C'est en faisant place à la diversité des systèmes de pensée et en favorisant leur

1. Cf. Pierre Legendre (dir.) *Tour du monde des concepts,* éd. Fayard, coll. « Poids et mesures du monde », 2014.

2. Cf. Danouta Liberski Bagnoud, *La souveraineté de la Terre,* Paris, éd. Seuil, coll. « Poids et mesures du monde », à paraître.

interpellation mutuelle qu'il pourra servir un « développement durable ».

De même, l'expérience a montré le bien-fondé de la priorité donnée par l'Institut de Nantes à l'étude de l'armature dogmatique des sociétés, qu'il s'agisse des langues, des religions, des institutions ou de l'esthétique. L'application aux sciences sociales du modèle des sciences de la nature a permis à bien des égards un progrès considérable des connaissances. Mais reposant lui-même sur une dichotomie sujet/objet d'origine juridique et religieuse, ce modèle conduit à considérer les êtres humains comme des insectes ou « des particules dans un champ magnétique ». La réduction de l'homme et la société à l'état d'objets quantifiables et mesurables, nourrit l'illusion qu'il serait possible de les gérer conformément à des lois immanentes révélées par la science. Or le propre des sciences humaines est d'avoir pour objet des sujets : des êtres parlant dotés d'outils. Elles doivent donc tenir compte de toutes les dimensions – langagière, technique, historique, artistique, religieuse ou politique – des systèmes symboliques dans lesquelles se déploie l'infinie diversité des trajectoires et des expériences subjectives. Loin de négliger l'apport inestimable des

progrès de la biologie ou de l'informatique aux sciences sociales, l'IEA soutient des recherches en ces domaines, mais sans céder au fantasme d'une dissolution sans reste des sciences humaines dans les sciences de la nature. Comme l'a montré par exemple l'invention des lois de la perspective à la Renaissance, la science, la technique, l'esthétique et les institutions se nourrissent mutuellement car elles sont portées par un même imaginaire à une époque donnée. C'est notamment la raison pour laquelle l'accueil en résidence d'artistes à l'Institut n'est pas un élément décoratif, mais un facteur essentiel de progrès des connaissances. Les chercheurs qui ont travaillé en résidence à l'institut savent combien cette expérience a enrichi leurs travaux de perspectives et de critiques qu'ils n'auraient jamais pu rencontrer ailleurs. À s'en tenir aux seuls livres publiés, ces travaux occupent une bibliothèque entière dans l'institut. Mais il s'agit de « produits finis », en sorte que l'institut demeure une sorte de boîte noire pour ceux qui n'ont pas eu la chance d'y vivre et d'y travailler. La publication de certaines des conversations qui s'y sont tenues est destinée à entrouvrir cette boîte. Tel fut déjà l'objet du livre issu des entretiens que Perry Anderson et Suleiman Mourad y tinrent une année entière sur

l'Islam[1]. Tel est aujourd'hui celui de la conversation de Felwine Sarr et Gaël Giraud, publiée aux *Liens qui Libèrent* par les soins d'Henri Trubert que je tiens à remercier ici chaleureusement.

Felwine Sarr et Gaël Giraud ont été tous deux résidents à l'institut durant l'année universitaire 2018-2019. Tous deux sont économistes, mais pas de ces économistes qui, à la façon des médecins de Molière, prescrivent partout les mêmes purges et saignées à des patients dont ils ne connaissent rien d'autre que quelques données chiffrées auxquelles ils prêtent la force d'oracles. Gaël Giraud et Felwine Sarr s'inscrivent au contraire dans la grande tradition d'économie politique qui, d'Adam Smith à Amartya Sen, en passant par Marx, Veblen, Weber, Polanyi ou Keynes, n'a jamais cru que la création et la répartition des richesses obéissaient à des lois universelles et intemporelles du type de celles de la physique, mais considère au contraire l'économie comme indissolublement liée à des questions de politique, de morale, d'histoire, de géographie, de droit ou de religion. Faire abstraction de ces liens ne procède

1. Suleiman Mourad, *La mosaïque de l'islam. Entretien sur le Coran et le djihadisme avec Perry Anderson*, Paris, éd. Fayard, coll. « Poids et mesures du monde », 2016.

pas de la science, mais d'une idéologie qui a pris son essor dans l'Europe du XVIIIe siècle[1] et devient d'autant plus intolérante qu'elle est condamnée à se heurter de plus en plus durement au réel. Face aux sombres perspectives ouvertes par la pandémie de Covid-19, nous avons plus que jamais besoin d'échapper à cet économisme dogmatique et de renouer avec une science économique digne de ce nom. Ce chemin est celui qu'empruntent Gaël Giraud et Felwine Sarr dans cet entretien nourri de leur grande érudition, de leur sensibilité artistique et de leurs expériences différentes et contrastées. Leurs convergences n'en sont que plus remarquables même si le lecteur, sensible à leur liberté de ton, se surprendra comme moi-même à vouloir à son tour entrer dans la discussion pour leur porter sur certains point la contradiction. C'est le propre de la conversation d'être contagieuse lorsqu'elle ne vise pas à « jeter l'autre à terre », mais à « penser différemment pour parvenir à penser de même ».

Alain Supiot
6 mars 2021

1. Cf. Louis Dumont, *Homo aequalis I. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique,* Paris, éd. Gallimard, 1977.